

National Vaucluse

www.liguedusud.com

Le journal de Jacques Bompard

Hiver 2011/2012

Interview de Jacques Bompard : "Le Nord Vaucluse ne doit pas payer pour Avignon !"

C'est en fin d'année que l'Etat publiera son redécoupage de la carte intercommunale du Nord Vaucluse.



Un découpage en forme d'exil pour huit communes du Nord Vaucluse qui seront envoyées vers Avignon et de mariage forcé pour de nombreuses autres, contraintes malgré elles d'entrer ou de rester dans des intercommunalités à la cohérence souvent plus que douteuse.

Sur ces sujets qui engagent l'avenir de nos cités et donc l'avenir des Nord Vauclusiens, Jacques Bompard soutient la seule position qui devrait prévaloir : l'intérêt général.

> Jacques Bompard, y-a-t-il un danger avec cette nouvelle carte de l'intercommunalité ?

Jacques Bompard : Hélas, oui. L'Etat impose ses choix en fonction de la construction d'un "grand Avignon". Il s'agit de gonfler artificiellement la capitale du département. Mais mettre dans la même communauté de communes Avignon et Travaillan n'a pas de sens.

> Quels seront les conséquences concrètes ?

Jacques Bompard : Elles sont encore difficiles à connaître, notam-

ment en terme de taxes et d'impôts locaux. En revanche, ce qui est certain, c'est que la presse a d'ores-et-déjà annoncé que le futur tramway d'Avignon à 250 millions d'euros serait en partie financé grâce à l'arrivée de nouvelles communes dans la communauté d'agglomération d'Avignon.

> Face à l'Etat, que peuvent faire les communes ?

Jacques Bompard : D'abord, informer les habitants. C'est ce que j'ai fait à Orange. Ensuite, pointer du doigt le caractère illégal du projet de l'Etat. En effet, la loi est claire: une communauté de communes doit correspondre à un bassin de vie. Quel est le point commun en terme de bassin de vie entre Piolenc et Avignon ? J'aimerais bien le savoir... Cela étant, nous sommes nombreux à avoir signé une proposition alternative, centrée sur le bassin de vie d'Orange. Cette mobilisation avec les maires de Piolenc, Jonquières, Caderousse, Courthézon, transcende les clivages politiques ce qui

induit bien à quel point notre position est d'intérêt général. Près de 10 000 citoyens ont d'ailleurs signé une pétition allant dans ce sens.

> Et si l'Etat impose sa solution ?

Jacques Bompard : Eh bien, nous la subirions comme nous subissons tellement d'autres atteintes à nos libertés fondamentales. C'est quelque chose que nous faisons très bien en France : subir. Subir des lois qui ne correspondent pas à ce pourquoi on a élu des parlementaires ou des présidents. Subir une France à deux vitesses où il y a ceux qui travaillent et qui payent, parfois deux fois comme avec la sécurité sociale et la mutuelle, et puis les autres, qui ne se sont donnés que la peine de venir et de mettre les pieds sous les tables...

Personnellement, je n'ai plus envie de subir. Je n'ai plus envie que la France et les Français subissent. Et je crois que nous sommes nombreux à être dans ce cas.

Cette mobilisation avec les maires de Piolenc, Jonquières, Caderousse, Courthézon, transcende les clivages politiques

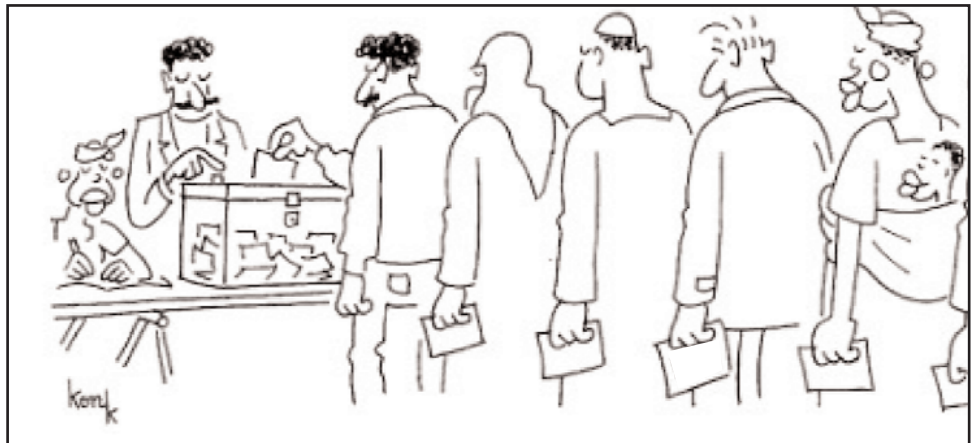
*S'ils gagnent :
ils feront voter les immigrés*

Les socialistes annoncent la couleur

L'idée de donner le droit de vote aux étrangers non-Européens aux élections locales revient sur le devant de la scène. Martine Aubry, 1^{er} secrétaire du PS, l'a annoncé : en cas de victoire aux Présidentielles, la gauche votera une loi.

En perspective, pour le PS-PC-Verts, les futures municipales. Toutes les études démontrent que l'immigration africaine, qu'elle soit du Nord ou sub-saharienne, vote massivement à gauche. Introduire dans le corps électoral des communautés étrangères, ce serait pour le PS s'assurer à coup sûr 5 à 10% de voix de plus et donc la prise de nombreuses villes. Tout aussi grave que la manipulation du corps électoral, cette loi serait également une violation des droits des citoyens. En effet, le droit de vote est intimement lié à la nationalité. Donner le droit de vote à tout le monde serait mettre fin à la citoyenneté.

Cependant, d'une certaine manière, ce débat est déjà d'arrière-garde puisque, depuis quinze ans, chaque année, **les gouvernements UMP ont distribué la nationalité française à près de deux millions d'immigrés.**



Sarkozy, lui aussi, est pour le droit de vote des étrangers. Il l'a réaffirmé, encore une fois, en 2008...

Voter pour des hommes et non des partis !



Au parlement ou dans n'importe quelle assemblée, les élus obéissent à des consignes de partis. Ce n'est pas l'intérêt général ou le Bien commun qui guident les partis, mais seulement l'intérêt... du parti. Jacques Bompard, lui, défend la politique inverse. Toute son action politique est tournée vers un seul but : la défense des Français d'abord.

Jacques Bompard, maire d'Orange, un homme libre au service de son peuple

Plan de rigueur ? Les Français payeront ! L'Etat Sarkozy protège la haute-finance et l'immigration !

Candidat en 2007, Nicolas Sarkozy devait être le président du «travailler plus pour gagner plus ». Le candidat de 2012 sera celui du« travailler beaucoup plus pour essayer de ne pas gagner moins ». Encore ce slogan ne s'adressera-t-il qu'à ceux qui ont encore la chance d'avoir un emploi...

Les mesures du plan de rigueur du gouvernement s'abattent sur tous les secteurs. Rien n'est oublié pour dénicher là quelques centaines de millions, ici quelques dizaines. Finis l'écologie et les aides au développement durable dont on se gargarisait il y a seulement deux ans! Terminée la baisse de la TVA pour les restaurateurs

ou pour les ménages qui font des travaux dans leur habitation ! **Partout on coupe, on pressure, on augmente, on ratisse.**

Partout ? Pas tout à fait. La finance internationale, les multinationales,

échappent, elles, à la rigueur sarkozyenne. Certes, le gouvernement a décidé d'augmenter de 5% le taux de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises de plus de 2 000 employés. C'est là, en effet, son alibi pour accréditer la thèse d'un plan qui balayerait de haut jusqu'en bas la société française. Mais la réalité est que, sans doute effrayé de sa propre audace ou rappelé à l'ordre par ceux qui le dirige, le gouvernement UMP a aussitôt assorti la mesure d'un caractère temporaire. Ces colosses financiers payeront un an. Ou deux.

Au total, un milliard à eux tous. Un pourboire pour des firmes qui payent en moyenne 8% d'impôts sur la société quand, à l'autre bout de l'échelle, les TPE (moins de 20 employés) versent, elles, 30% !

Si l'Etat Sarkozy n'épargne ni les

couches populaires ni les classes moyennes, il est cependant des dispositifs qu'il prend soin de ne pas associer à l'effort de rigueur. Il s'agit de la politique d'immigration. Pourtant, le poids de cette dernière sur les finances françaises est évalué, selon les experts, entre 30 et 50 milliards par an. Autrement dit, l'immigration coûte

L'immigration coûte annuellement 50 milliards d'euros, soit 7 fois plus que le plan de rigueur du gouvernement.

annuellement davantage que le plan de rigueur du gouvernement qui annonce une récolte de 7 milliards en 2012 !

On nous objectera qu'il est impossible de réduire en un mois ou même en un an le poids de l'immigration

en France et donc ses conséquences financières. Certes. Du moins, était-il

possible pour Nicolas Sarkozy d'ouvrir la piste et de **mettre fin immédiatement à un scandale comme l'Aide Médicalisée d'État, réservée aux immigrés séjournant**

chez nous illégalement, et qui coûte chaque année pas loin d'un milliard d'euros. De même, pourquoi la France continue-t-elle de verser l'Allocation de Solidarité aux Personnes âgées à **des étrangers à la retraite chez nous mais n'ayant jamais cotisé une seule minute en France ?** Un revenu annuel de 8 500 euros est versé à ces personnes, dont beaucoup d'ailleurs n'habitent même pas en France, se contentant d'être venues y faire les dé-

marches nécessaires à cette attribution.

Or, Nicolas Sarkozy ne touche pas à ces dépenses qui pourtant ruinent notre pays de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. Pourquoi ? Parce que l'immigration est à la fois un dogme politique mais également une volonté absolue des mondialistes. Pour ceux-ci, il faut détruire les frontières qui sont un obstacle au maniement mondial de l'argent, détruire les peuples, qui par leurs identités peuvent présenter un bloc de résistance à leur entreprise, briser les personnalités nationales afin de disposer de sociétés atomisées dans lesquelles l'homme enraciné est réduit à l'état d'unité de consommation, hébété par un bombardement médiatique incessant.

Pour les mondialistes, l'immigration est une arme de destruction

Elire des hommes et non des partis, choisir des candidats qui ont fait leur preuves.

massive qui vise aussi bien les peuples européens que les peuples du sud. Ouverture des frontières, migrations de masse, partage de la

pauvreté... tout ceci était prévisible et d'ailleurs annoncé depuis 30 ans par l'ensemble des mouvements patriotes.

Les Français n'ont donc pas fini de souffrir. Hélas, tant qu'ils n'auront pas compris les raisons de leurs souffrances, celles-ci ne pourront prendre fin.

Davantage que d'un plan de rigueur, c'est un plan de lucidité dont a besoin la France.

Mangerez-vous halal sans le savoir ?

Abattoir halal : la droite et la gauche la main dans la main !

Les élus UMP, PS, PC et Verts du conseil général de Vaucluse ont voté à l'unanimité en septembre une subvention de 74 000 euros à la société Alazard qui rachetant l'abattoir de Carpentras souhaite le transformer en abattoir halal. Cette subvention s'ajoute à celle déjà accordée par le Conseil régional de 148 000 euros.

Président du groupe des élus de la Ligue du Sud à l'assemblée départementale, Jacques Bompard a pris la parole pour dénoncer ce subventionnement du culte musulman. En effet, qui dit abattoir halal, dit taxe payée chaque jour à un certificateur musulman. Celui-ci, qui ne peut être agréé que par les mosquées de Paris, Lyon ou Evry, a, entre autres, pour mission de vérifier que les animaux ont bien la gorge tranchée avec la tête en direction de la Mecque, qu'une prière musulmane est dite au même moment et, enfin, que la bête n'est pas anesthésiée. **Ce subventionnement est d'autant plus dangereux que de nombreux vétérinaires ont émis les plus**

vives réserves quant à la qualité sanitaire des animaux ainsi abattus. Il est également stupéfiant dans la mesure où ni la France ni l'Europe ne

reconnaissent, bien logiquement, le halal comme une « norme » dans le domaine de l'agro-alimentaire. Enfin, il est grave puisqu'il n'existe aujourd'hui aucune législation n'obligeant les abattoirs à indiquer qu'une viande est normale, c'est à dire « non halal » et, qu'en conséquence, les consommateurs français peuvent être amenés à acheter de la viande halal sans le savoir et donc à financer une religion à leur insu.

> D'un coté 225 000 euros pour le culte musulman dilapidé par le conseil général et la région...

> De l'autre c'est la condamnation de la ville d'Orange pour une centaine d'euro versée à une association catholique

La décision de la gauche socialo-communiste, que ce soit à la Région ou au Département, de verser 225 000 euros pour le culte musulman, est d'autant plus incohérente que, dans un

passé récent, elle n'a pas hésité à mettre – avec succès – la commune d'Orange au tribunal administratif au motif que celle-ci avait versé une centaine d'euros à une association catholique en vue de la fabrication d'une banderole !

Au conseil général

Jacques Bompard a pris la parole pour dénoncer cette subvention au culte musulman

Elections législatives 2012

Gardons le contact avec Jacques Bompard

Nom Prénom
Adresse
Ville Tél
Courriel

à renvoyer à Jacques Bompard - Ligue du Sud - Clos Cavalier - 84100 ORANGE
contact@liguedusud.com - 06 62 71 79 54

www.liguedusud.com



**Ligue
du sud**